

INTRODUCTION TO IPSAS



Contents

Avantages sociaux	3
Introduction.....	4
Objectif d'apprentissage.....	4
Définitions.....	4
Exemples de prestations sociales.....	5
Comptabilisation des prestations sociales.....	6
Reconnaissance d'approche générale	6
Exemples de reconnaissance.....	7
Mesure d'approche générale	7
Exemple concret	8
Informations à fournir sur l'approche générale.....	9
Approche d'assurance : critères.....	10
Approche d'assurance : normes comptables.....	11
Approche d'assurance : informations à fournir.....	11
Discussions et questions	12
Questions de révision.....	13
Réponses aux questions de révision.....	15
Services collectifs et individuels	17
Objectif d'apprentissage.....	18
Définitions.....	18
Services collectifs, services individuels et prestations sociales.....	19
Comptabilisation des prestations collectives et individuelles.....	19
Interaction des dispositions et des accords contractuels et autres accords contraignants dans Comptabilisation des prestations collectives et individuelles.....	20
Questions et débats.....	21
Questions de révision.....	22
Réponse aux questions de révision	23
Propositions de l'IPSASB concernant les frais de transfert.....	24
Objectif de la séance	25
Définition des frais de transfert	25
Obligations de prestation.....	25

Types de frais de transfert	26
Exemples.....	26
Comptabilisation des frais de transfert avec obligations de performance.....	27
Comptabilisation des frais de transfert sans obligations de performance.....	27
Évaluation des frais de transfert sans obligations de performance.....	29
Comptabilisation des frais de transfert sans obligations de performance	30
Pour plus d'informations.....	30

Social Benefits

Introduction

IPSAS 42, a été émis en janvier 2019 et entre en vigueur le 1er janvier 2023.

L'adoption anticipée est autorisée.

La fourniture de prestations sociales au public est un objectif primordial de la plupart des gouvernements et représente une part importante de leurs dépenses.

Outre les prestations sociales, les gouvernements fournissent également des services, par exemple les soins de santé et la défense. Ces services ne relèvent pas des prestations sociales ; ils sont plutôt couverts par les lignes directrices sur les services collectifs et individuels, qui figurent à l'Annexe A de la norme IPSAS 19, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels. Les services collectifs et individuels sont abordés plus loin dans ce module.

Learning Objective

Tu es capable de:

- Appliquer les définitions des avantages sociaux et des risques sociaux
- Appliquer l'approche générale de comptabilisation des prestations sociales
- Être conscient de l'approche d'assurance en matière de comptabilisation des prestations sociales

IPSAS 42 fournit des indications sur la comptabilisation des avantages sociaux, tels que définis dans la Norme. La définition s'appuie sur la notion de risques sociaux, également définie dans IPSAS 42.

IPSAS 42 autorise deux approches pour comptabiliser les avantages sociaux : l'approche générale et l'approche assurance.

L'approche assurance n'est pas abordée en détail dans ce module, car IPSAS 42 ne fournit pas d'exigences détaillées pour cette approche. Les entités appliquent plutôt les exigences de comptabilité d'assurance incluses dans IFRS 17, Contrats d'assurance, par analogie. L'approche de l'assurance devrait être d'un usage limité par les gouvernements, du moins dans un premier temps.

Definitions

Les prestations sociales sont des transferts en espèces versés à :

- a) Des individus et/ou des ménages spécifiques qui répondent aux critères d'éligibilité ;
- b) Atténuer l'effet des risques sociaux ; et
- c) Répondre aux besoins de la société dans son ensemble.

Les risques sociaux sont des événements ou des circonstances qui :

- a) Se rapportent aux caractéristiques des individus et/ou des ménages – par exemple, l'âge, santé, pauvreté et situation d'emploi; et
- b) Peut nuire au bien-être des individus et/ou des ménages, soit en imposant des demandes supplémentaires sur leurs ressources ou en réduisant leurs revenus.

Avantages sociaux

Les prestations sociales sont des transferts en espèces (y compris des transferts sous forme d'équivalents en espèces, par exemple des cartes de débit prépayées) accordés aux particuliers et/ou aux ménages. Les services fournis par une entité du secteur public ne constituent pas des avantages sociaux.

Les prestations sociales ne sont versées que lorsque les critères d'éligibilité (percevoir une prestation sociale lors de son prochain versement) sont remplis.

Par exemple, un gouvernement peut fournir des allocations de chômage pour garantir que les besoins de ceux dont les revenus pendant les périodes de chômage seraient autrement insuffisants soient satisfaits. Même si le régime d'indemnisation du chômage couvre potentiellement l'ensemble de la population, les allocations de chômage ne sont versées qu'aux chômeurs, c'est-à-dire à ceux qui remplissent les critères d'éligibilité. Dans certains cas, les critères d'éligibilité peuvent concerner la citoyenneté ou la résidence, par exemple lorsqu'une entité du secteur public verse un revenu de base universel à tous les résidents adultes.

L'évaluation de la question de savoir si une prestation est accordée pour atténuer les effets des risques sociaux est effectuée en référence à la société dans son ensemble. Il n'est pas nécessaire que la prestation atténue l'effet des risques sociaux pour chaque bénéficiaire.

Un exemple est celui où un gouvernement verse une pension de retraite à toutes les personnes ayant dépassé un certain âge, quels que soient leurs revenus ou leur richesse, pour garantir que les besoins de ceux dont les revenus après la retraite seraient autrement insuffisants soient satisfaits. Ces prestations satisfont aux critères de définition selon lesquels elles sont prévues pour atténuer l'effet des risques sociaux.

Risques sociaux

Les risques sociaux sont liés aux caractéristiques des individus et/ou des ménages, par exemple l'âge, la santé, la pauvreté et la situation professionnelle. La nature d'un risque social est qu'il est directement lié aux caractéristiques d'un individu et/ou d'un ménage. Les circonstances qui conduisent à un événement imprévu ou indésirable découlent des caractéristiques des individus et/ou des ménages. Cela distingue les risques sociaux des autres risques, dans lesquels les circonstances qui conduisent à un événement imprévu ou indésirable découlent d'autre chose que les caractéristiques d'un individu ou d'un ménage.

Par exemple, les allocations de chômage sont des prestations sociales car les circonstances couvertes par les allocations de chômage découlent des caractéristiques des individus et/ou des ménages – dans ce cas, un changement dans la situation professionnelle d'un individu.

En revanche, l'aide apportée immédiatement après un tremblement de terre ne constitue pas une prestation sociale. La circonstance qui conduit à un événement imprévu ou indésirable est une ligne de faille active, et le risque est qu'un éventuel tremblement de terre provoque des dommages. Étant donné que le risque est lié à la géographie plutôt qu'aux individus et/ou aux ménages, ce risque n'est pas un risque social.



Examples of Social Benefits

- Prestations de chômage
- Pensions de retraite de l'État
- Pensions d'invalidité

Accounting for Social Benefits

- Approche générale
 - Utilisé pour toutes les prestations sociales, sauf si le gouvernement choisit d'utiliser l'assurance approche
- Approche d'assurance
 - Utilisé uniquement lorsque les critères spécifiés sont remplis et que le gouvernement choisit d'utiliser le approche assurantielle.

IPSAS 42 autorise deux approches pour comptabiliser les avantages sociaux. L'approche générale devrait s'appliquer à la plupart des prestations sociales ; et pour de nombreux gouvernements, ce sera la seule approche qu'ils utiliseront.

L'approche assurance est une approche facultative et IPSAS 42 autorise son utilisation uniquement lorsque des critères spécifiés sont remplis.

General Approach Recognition

- Reconnaître un passif pour un régime de prestations sociales lorsque :
 - L'entité a une obligation actuelle relative à une sortie de ressources résultant d'un Évènement passé; et
 - L'obligation actuelle peut être mesurée de manière à atteindre l'objectif qualitatif caractéristiques et tient compte des contraintes sur les informations à usage général rapports financiers
- L'événement passé est la satisfaction par le bénéficiaire de tous les critères d'éligibilité pour le prochain. avantage
- La satisfaction des critères d'éligibilité pour chaque paiement de prestations sociales est un passé distinct événement

L'approche générale comprend un point de reconnaissance unique pour toutes les prestations sociales et suit les principes du [cadre conceptuel](#). pour [comptabiliser un passif](#).

Le facteur clé pour déterminer le moment où naît un passif au titre d'un avantage social est l'identification de l' [événement passé](#).

Selon l'approche générale, l'événement passé qui donne naissance à un passif est la satisfaction par le bénéficiaire de tous les critères d'éligibilité au bénéfice de la prochaine prestation sociale.

La satisfaction des critères d'éligibilité pour chaque versement de prestations sociales est un événement passé distinct.

Être en vie au moment où les critères d'éligibilité doivent être remplis peut être un critère d'éligibilité, qu'il soit explicitement énoncé ou implicite. Cela dépend des caractéristiques de chaque régime de prestations sociales.

D'autres critères d'éligibilité permanents peuvent être pertinents pour certains régimes de prestations sociales. Par exemple, de nombreuses allocations de chômage ne sont payables que tant que la personne reste résidente dans la juridiction ; la résidence est un critère d'éligibilité permanent.

Pour qu'un passif soit reconnu, un bénéficiaire doit satisfaire aux critères d'éligibilité (pour recevoir une prestation sociale) à la date de clôture ou avant, même si la validation formelle des critères d'éligibilité est moins fréquente.

Dans IPSAS 42, l'approche générale ne traite pas des cotisations sociales, c'est-à-dire des revenus provenant des cotisations aux régimes de prestations sociales. Les cotisations sociales sont comptabilisées conformément à la norme IPSAS 23, Produits des opérations sans contrepartie (impôts et transferts).

Recognition Examples

- Atteindre l'âge de la retraite (dans le cas d'une pension de retraite)
- Le décès d'un partenaire (dans le cas d'une prestation de survivant)
- Devenir chômeur (dans le cas d'une allocation chômage sans délai d'attente période)
- Être au chômage pendant une période déterminée (dans le cas d'une allocation de chômage avec une période d'attente)

Les exemples de reconnaissance sont des exemples de cas dans lesquels un bénéficiaire peut d'abord satisfaire à tous les critères d'éligibilité pour le versement de la prochaine prestation sociale. Pour continuer à bénéficier de la prestation sociale, les bénéficiaires devraient continuer de satisfaire aux critères d'éligibilité.

Certaines prestations sociales incluent un délai de carence parmi les critères d'éligibilité. Par exemple, certaines allocations de chômage sont versées après qu'une personne est restée au chômage pendant une période déterminée, par exemple 14 jours. Lorsqu'il existe ce type de délai de carence, les critères d'éligibilité ne sont remplis qu'une fois que la personne a été au chômage pendant la période spécifiée.

General Approach Measurement

- Charges évaluées pour un montant équivalent au passif
- Passif évalué à la meilleure estimation des coûts que l'entité supportera pour remplir les obligations actuelles
- La responsabilité s'applique uniquement au prochain paiement
- Remise non requise pour la plupart des prestations sociales
- Passif réduit au fur et à mesure des paiements – différences comptabilisées en surplus ou en déficit

Mesure des dépenses

Une entité comptabilise une charge au titre d'un régime de prestations sociales, évaluée au montant du prochain versement suivant la satisfaction des critères d'éligibilité. L'actualisation des dépenses ne sera pas nécessaire pour la plupart des prestations sociales, car le prochain paiement sera généralement effectué dans les douze mois.

Lorsque l'entité effectue un versement d'avantage social avant que tous les critères d'éligibilité au prochain versement ne soient remplis, elle évalue le versement anticipé (ou la charge comptabilisée lorsque le versement est irrécouvrable) au montant de la trésorerie transférée.

Évaluation du passif Selon IPSAS

42, le passif au titre d'un régime de prestations sociales est évalué à la meilleure estimation des coûts que l'entité supportera pour remplir les obligations actuelles représentées par le passif.

Dans ce contexte, le terme « coûts » désigne les paiements de prestations sociales à effectuer (c'est-à-dire les transferts en espèces). Les coûts n'incluent pas d'autres éléments tels que les frais administratifs et les frais bancaires.

Étant donné que la satisfaction des critères d'éligibilité pour chaque paiement de prestations sociales est un événement passé distinct, la responsabilité ne concerne que le paiement suivant. Par conséquent, les engagements au titre des prestations sociales seront généralement des engagements à court terme. En conséquence, une entité connaîtra souvent les montants concernés sans avoir besoin de faire des estimations. De même, étant donné que les engagements au titre des prestations sociales seront généralement des engagements à court terme, l'actualisation ne sera pas nécessaire pour la plupart des prestations sociales.

Mesure ultérieure

La responsabilité est réduite au fur et à mesure que les prestations sociales sont versées. Toute différence entre le coût du paiement des prestations sociales et la valeur comptable du passif est comptabilisée en résultat dans la période au cours de laquelle le passif est réglé.

Lorsqu'un passif est actualisé, le passif est augmenté et les charges d'intérêts sont comptabilisées à chaque période de reporting pour refléter la désactualisation.

Lorsqu'un passif n'a pas encore été réglé, le passif est revu à chaque date de clôture et ajusté pour refléter la meilleure estimation actuelle du paiement des prestations sociales requis pour honorer le passif.

Worked Example

Un gouvernement fournit une pension de retraite. Les montants sont versés intégralement à ces personnes qui satisfaisaient pleinement aux critères d'éligibilité à la fin du mois précédent.

Au 31 décembre 20X1, le gouvernement a comptabilisé un passif au titre des pensions de retraite de 1 950 500 CU. Au cours de l'exercice 20X2, le gouvernement a versé les pensions de retraite comme suit :

20X2 janvier	1 950 500
Février-décembre 20X2	22 258 000

Au cours du mois de janvier 20X3, le gouvernement H verse des pensions de retraite d'un montant total de 2 095 750 CU.

Quelles dépenses faut-il comptabiliser en 20X2 ?

Répondre:

Les paiements effectués en janvier 20X2 concernent le passif au 31 décembre 20X1. Par conséquent, ces paiements ne sont pas comptabilisés en charges en 20X2.

Au 31 décembre 20X2, le gouvernement H comptabilise un passif au titre des pensions de retraite payables à ceux qui satisfaisaient aux critères d'éligibilité à cette date.

En conséquence, le gouvernement H comptabilise un passif de 2 095 750 CU, soit le montant total des pensions de retraite versées en janvier.

Durant 20x2, le montant total comptabilisé en charge est de 24 353 750 CU. La répartition de ce montant est la suivante :

	UC
Pensions versées en février 20X2 (reconnu en janvier 20X2) à décembre 20X2) reconnu en novembre 20X2)	22 258 000
Pensions versées en janvier 20X3 (reconnu en décembre 20X2)	2 095 750
Total	24 353 750

General Approach Disclosures

- Caractéristiques des régimes de prestations sociales
- Facteurs démographiques, économiques et autres facteurs externes qui influencent le niveau de dépense
- Les dépenses totales en prestations sociales, analysées par régime de prestations sociales. • Une description de toute modification significative apportée aux régimes de prestations sociales.
- Si un régime satisfait aux critères permettant le recours à l'approche d'assurance, une déclaration à cet effet

Caractéristiques des régimes de prestations sociales

La divulgation des caractéristiques des prestations sociales comprend les éléments suivants :

- La nature des prestations sociales fournies par les régimes (par exemple, prestations de retraite, allocations de chômage, allocations familiales).
- Principales caractéristiques des régimes de prestations sociales, telles qu'une description du cadre législatif régissant les régimes et un résumé des principaux critères d'éligibilité qui doivent être remplis pour bénéficier des prestations sociales.
- Une description de la manière dont les régimes sont financés, notamment si le financement des régimes est assuré au moyen d'un crédit budgétaire, d'un transfert d'une autre entité du secteur public ou par d'autres moyens.
- Lorsqu'un régime est financé par les cotisations sociales :
 - o Une référence croisée à l'emplacement des informations sur ces cotisations sociales et tout actifs dédiés (lorsqu'ils sont inclus dans les états financiers de l'entité) ; ou
 - o Une déclaration concernant la disponibilité des informations sur ces cotisations sociales et tout actifs dédiés dans les états financiers d'une autre entité.

Modifications d'un régime de prestations sociales

Les modifications apportées à un régime de prestations sociales comprennent :

- Modifications du niveau des prestations sociales fournies ; et •
- Modifications des critères d'éligibilité, y compris les individus et/ou ménages couverts par le régime social.
régime de prestations.

Insurance Approach

IPSAS 42 inclut l'approche assurance comme approche alternative possible. Les entités sont autorisées, mais non obligées, à recourir à cette approche lorsqu'un régime de prestations sociales répond à certains critères.

IPSAS 42 n'inclut pas d'exigences relatives à l'approche assurance mais ordonne aux entités d'appliquer les normes comptables internationales ou nationales pertinentes par analogie. IPSAS 42 contient des indications sur les normes comptables qui peuvent être utilisées lors de l'application de l'approche assurance.

Insurance Approach: Criteria

- Destiné à être entièrement financé par les contributions
 - Cotisations, prélèvements, revenus de placements
 - Réviser et ajuster les tarifs et/ou les avantages
- Géré comme l'assureur gère les contrats d'assurance
 - Lié par le régime
 - Fonds distinct ou réservé
 - Droits exécutoires
 - Évaluer la performance et la situation financières
 - Peut-être une entité distincte

IPSAS 42 permet aux entités d'utiliser l'approche assurance lorsque :

- Le régime de prestations sociales est censé être entièrement financé par les cotisations ; et
- Il existe des preuves que l'entité gère le système de la même manière qu'un émetteur d'assurance.
contrats, y compris l'évaluation de la performance financière et de la situation financière du régime sur une base régulièrement.

IPSAS 42 contient des indications sur la manière de déterminer si un régime de prestations sociales est destiné à être entièrement financé par les cotisations.

La législation ou la réglementation régissant le régime devrait prévoir que celui-ci soit financé uniquement par des cotisations, sans aucune subvention générale provenant des impôts ou d'autres recettes publiques.

Pour certains régimes, les gouvernements sont tenus de verser des cotisations au nom des personnes qui ne sont pas en mesure de cotiser elles-mêmes, par exemple lorsqu'elles sont au chômage. Lorsqu'un gouvernement verse des contributions de cette manière au nom des particuliers – ce qui implique généralement que les contributions soient créditées sur leur compte – les paiements sont considérés comme une contribution plutôt que comme une subvention. Lorsque les gouvernements effectuent des paiements de manière générale ou financent un déficit, il s'agit d'une subvention.

IPSAS 42 comprend également des indicateurs pour aider les entités à déterminer si elles gèrent un régime de la même manière qu'un émetteur de contrats d'assurance.

- L'entité doit être liée par le régime (les ajustements des taux et/ou des avantages seront donc prospective uniquement).
- Il devrait y avoir un fonds séparé pour le régime de prestations sociales (ou les actifs devraient être autrement réservés et restreints).
- Les droits des bénéficiaires actuels et potentiels devraient être exécutoires par la loi.

- L'entité doit évaluer la performance financière et la situation du régime au moment approprié. intervalles et prendre des mesures si nécessaire.
- Enfin, le système peut être géré par une entité distincte. Ceci n'est pas essentiel mais peut fournir une preuve supplémentaire que le régime est géré comme si l'entité était un assureur.

Insurance Approach: Accounting Standards

- IFRS 17, Contrats d'assurance
- Normes nationales ayant adopté sensiblement les mêmes principes qu'IFRS 17
- IFRS 17 fournit des informations significatives lorsqu'elle est appliquée aux avantages sociaux
- Peut ne pas s'appliquer à d'autres normes

Dans la section sur l'approche assurance d'IPSAS 42, l'expression « la norme comptable internationale ou nationale pertinente traitant des contrats d'assurance » fait référence à IFRS 17, Contrats d'assurance, et aux normes nationales qui ont adopté essentiellement les mêmes principes qu'IFRS 17.

La norme IFRS 17 a adopté des principes de comptabilisation des contrats d'assurance qui, appliqués par analogie aux régimes de prestations sociales, fourniront des informations répondant aux besoins des utilisateurs et satisfaisant aux caractéristiques qualitatives.

Cela n'est peut-être pas le cas pour d'autres normes comptables traitant des contrats d'assurance. Par conséquent, IPSAS 42 ne permet pas à une entité d'appliquer par analogie une norme d'assurance qui n'a pas adopté substantiellement les mêmes principes qu'IFRS 17.

Insurance Approach: Disclosures

- Base permettant de déterminer que l'approche d'assurance est appropriée
- Informations requises par la norme comptable internationale ou nationale traitant des contrats d'assurance
- Informations sur les caractéristiques de ses régimes de prestations sociales
- Description de toute modification apportée au cours de la période de reporting

Lorsqu'une entité a choisi d'utiliser l'approche assurance, IPSAS 42 exige que l'entité fournisse les informations énumérées ci-dessus.

L'entité doit expliquer sur quelle base elle détermine que l'approche d'assurance est appropriée. Cela implique d'expliquer comment le régime répond aux critères d'IPSAS 42 et pourquoi l'entité considère que l'approche d'assurance fournira de meilleures informations sur le régime.

Une entité devra également fournir toutes les informations requises par IFRS 17 ou la norme nationale équivalente. Ceux-ci sont vastes.

Enfin, l'entité devra également fournir des informations sur les caractéristiques du régime de prestations sociales et sur les modifications apportées au cours de la période de reporting. Ces exigences d'information reflètent les informations d'information équivalentes dans le cadre de l'approche générale.

Discussions and Questions

Visitez la page Web de

l'IPSASB <http://www.ipsasb.org>

Review Questions

question 1

Parmi les éléments suivants, lesquels doivent être classés comme avantages sociaux selon IPSAS 42 ?

- a) Fourniture de prestations de retraite aux employés du gouvernement b) Fourniture d'une pension de retraite de l'État c) Fourniture de services de santé universels d) Fourniture d'allocations de chômage e) Fourniture de secours d'urgence

question 2

Sur la base des informations présentées ci-dessous :

- a) Quel passif le gouvernement devrait-il comptabiliser au 31 décembre 20X8 ?
 b) Quelles dépenses le gouvernement devrait-il reconnaître pour 20X8

Scénario:

Un gouvernement offre une pension de retraite à ses citoyens et résidents permanents. Le régime de retraite verse un montant fixe de 100 UM par mois (à terme échu) à chaque personne ayant atteint l'âge de la retraite de 70 ans. Les montants sont calculés au prorata dans les mois au cours desquels une personne atteint l'âge de la retraite et dans les mois au cours desquels un individu meurt.

Le gouvernement prépare ses états financiers au 31 décembre. Les rentes de retraite sont versées à la fin de chaque mois.

Au 31 décembre 20X7, le gouvernement a comptabilisé un passif au titre des pensions de retraite de 2 990 656 CU.

Au cours de l'année 20X8, le gouvernement a versé les pensions de retraite comme suit :

Mois)	Pensions versées (CU)
20X8 janvier	3 024 997
Février – décembre 20X8	33 435 183
Total	36 460 180

On suppose que le gouvernement dispose d'informations complètes à la date à laquelle il verse les pensions de retraite (c'est-à-dire que les estimations faites par le gouvernement à la fin de chaque période de reporting correspondent parfaitement aux événements ultérieurs).

Par conséquent, la différence entre le montant versé en janvier 20X8 (3 024 997 CU) et le passif comptabilisé au 31 décembre 20X7 (2 990 656 CU) représente les pensions de retraite au prorata versées à ceux qui ont atteint (et étaient estimés atteindre) l'âge de la retraite en janvier 20X8 (34 341 CU).

Au 31 janvier 20X9, le Gouvernement l verse des pensions de retraite totalisant 3 053 576 CU. Ce paiement comporte trois éléments :

	(UC)
Pensions à taux plein versées aux retraités éligibles au 31 décembre 20X8 et restant éligibles au 31 janvier 20X9	2 979 600
Rentes au prorata versées aux retraités admissibles au 31 décembre 20X8 décédés (et dont on estime qu'ils sont décédés) en janvier 20X9	36 420
Pensions au prorata versées à ceux qui ont atteint l'âge de la retraite au cours 20X9 janvier	37 556
Total	3 053 576

Answers to Review Questions

question 1

La réponse est (b) et (d) doivent être classés comme avantages sociaux selon IPSAS 42.

Les prestations de retraite versées aux employés du gouvernement (réponse (a)) ne répondent pas aux besoins de la société dans son ensemble, car elles ne sont accessibles qu'aux anciens employés du gouvernement. Les prestations de retraite sont versées en rémunération des services d'emploi rendus. Il s'ensuit que les prestations de retraite ne répondent pas à tous les éléments de la définition d'une prestation sociale. Par conséquent, les avantages de retraite sortent du champ d'application d'IPSAS 42. Les avantages de retraite sont des avantages du personnel et sont comptabilisés conformément à IPSAS 39, Avantages du personnel.

La fourniture de soins de santé universels (réponse (c)) exige qu'un gouvernement fournisse des services plutôt que des transferts monétaires. Par conséquent, les services de santé sortent du champ d'application d'IPSAS 42.

La fourniture de secours d'urgence (réponse (e)) n'atténue pas les effets des risques sociaux, mais atténue plutôt les effets d'autres risques, par exemple le risque de tremblement de terre. IPSAS 42 explique que les risques qui ne sont pas liés aux caractéristiques des individus et/ou des ménages – par exemple les risques liés aux caractéristiques géographiques ou climatiques – ne sont pas des risques sociaux. Par conséquent, les secours d'urgence sortent du champ d'application d'IPSAS 42.

Le versement de pensions de retraite publiques (réponse (b)) et les allocations de chômage (réponse (d)) sont des prestations sociales. Ils sont fournis sous forme de transferts en espèces à des personnes spécifiques qui répondent aux critères d'éligibilité. Les pensions de retraite et les allocations de chômage visent à atténuer les risques sociaux, en ce sens qu'elles visent à garantir que les individus et les ménages disposent de revenus suffisants une fois qu'ils atteignent l'âge de la retraite ou pendant une période de chômage.

La pension de retraite de l'État et les allocations de chômage répondent aux besoins de la société dans son ensemble. Dans ce contexte, IPSAS 42 note que « l'évaluation de la question de savoir si une prestation est fournie pour atténuer l'effet des risques sociaux est effectuée par référence à la société dans son ensemble ; il n'est pas nécessaire que la prestation atténue l'effet des risques sociaux pour chaque bénéficiaire. Un exemple est celui où un gouvernement verse une pension de retraite à toutes les personnes ayant dépassé un certain âge, quels que soient leurs revenus ou leur richesse, pour garantir que les besoins de ceux dont les revenus après la retraite seraient autrement insuffisants soient satisfaits.

question 2

- a) Au 31 décembre 20X8, le gouvernement comptabilise un passif (pour les pensions de retraite payables à ceux qui satisfaisaient aux critères d'éligibilité à cette date) de 3 016 020 CU

Cela comprend les pensions complètes versées aux retraités éligibles au 31 décembre 20X8 et restant éligibles au 31 janvier 20X9 (2 979 600 CU) et les pensions au prorata versées aux retraités éligibles au 31 décembre décédés (et dont on estime qu'ils décèdent).) au cours du mois de janvier 20X9 (36 420 CU). Le passif n'inclut pas les rentes au prorata versées à ceux qui ont atteint l'âge de la retraite au cours du mois de janvier 20X9 parce qu'ils n'avaient pas satisfait aux critères d'éligibilité au 31 décembre 20X8.

- b) Au cours de l'année 20x8, le montant total comptabilisé en charge est de 36 485 544 CU.

La répartition de ce montant est la suivante :

	(UC)
Pensions au prorata versées à ceux qui ont atteint l'âge de la retraite au cours Janvier 20X8 (reconnu en janvier 20X8)	34 341
Rentes versées entre février 20X8 et décembre 20X8 et comptabilisées sur l'exercice du 1er janvier 20X8 au 31 décembre 20X8	33 435 183
Pensions à taux plein versées aux retraités éligibles au 31 décembre 20X8 et restant éligibles au 31 janvier 20X9 (reconnues en décembre 20X8)	2 979 600
Rentes au prorata versées aux retraités admissibles au 31 décembre 20X8 décédé en janvier 20X9 (reconnu en décembre 20X8)	36 420
Total	<hr/> 36 485 544

Collective and Individual Services



Learning Objective

Tu es capable de:

- Appliquer les définitions des services collectifs et des services individuels
- Appliquer les exigences comptables des prestations collectives et individuelles
- Comprendre la relation entre les services collectifs et individuels, les avantages sociaux et les obligations contractuelles.

Lorsque [la norme IPSAS 19. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels](#), a été publiée pour la première fois, les provisions et passifs éventuels résultant d'avantages sociaux ont été exclus du champ d'application de la norme. À l'époque, IPSAS 19 décrivait les avantages sociaux au sens large comme des biens, services et autres avantages fournis dans la poursuite des objectifs de politique sociale d'un gouvernement.

[IPSAS 42. Avantages sociaux](#), IPSAS 19 modifié, qui exclut désormais de son champ d'application les avantages sociaux relevant du champ d'application d'IPSAS 42 (c'est-à-dire les transferts en espèces fournis pour atténuer l'effet des risques sociaux).

Une conséquence de cet amendement a été de faire entrer dans le champ d'application d'IPSAS 19 les prestations collectives et individuelles. Une question clé est de savoir si une provision a été créée à l'égard de ces transactions.

Les services collectifs et individuels (amendements à IPSAS 19) répondent à cette question.



Definitions

Les services collectifs sont des services fournis simultanément par une entité du secteur public à tous les membres de la communauté et destinés à répondre aux besoins de la société dans son ensemble.

Les services individuels sont des biens et services fournis aux individus et/ou aux ménages par une entité du secteur public et destinés à répondre aux besoins de la société dans son ensemble.

La fourniture d'un [service collectif](#) à un individu ne réduit pas le montant disponible pour les autres individus ; il n'y a pas de rivalité dans la consommation des services collectifs. La consommation de services collectifs est généralement passive et ne nécessite pas l'accord explicite ni la participation active des bénéficiaires du service.

Des exemples de services collectifs incluent la défense et l'éclairage public.

La fourniture d'un [service individuel](#) à une personne peut réduire le montant disponible pour d'autres personnes ou peut retarder la réception de ces services par certaines personnes. La consommation de services individuels nécessite l'accord explicite ou la participation active des bénéficiaires du service. Les biens ou services fournis par une entité du secteur public à des conditions commerciales ne répondent pas aux besoins de la société dans son ensemble et ne répondent donc pas à la définition de services individuels.

Des exemples de services individuels incluent les soins de santé universels et l'éducation universelle.

Collective Services, Individual Services and Social Benefits

	Sociale Avantages	Individuel Prestations de service	Collectif Prestations de service
Implique-t-il un transfert en espèces aux bénéficiaires éligibles ?			
Fourni aux individus et/ou aux ménages, plutôt qu'à une communauté ?			
Destiné à répondre aux besoins de la société dans son ensemble ?			

Le tableau ci-dessus illustre les différences entre les services collectifs, les services individuels et les prestations sociales. Les prestations sociales impliquent un transfert en espèces, tandis que les services collectifs et individuels impliquent la fourniture de services

Accounting for Collective and Individual Services

- Services collectifs
 - Activité continue du gouvernement
- Services individuels
 - Activité continue du gouvernement
 - Aucune responsabilité envers les bénéficiaires
- Dépenses comptabilisées selon d'autres IPSAS

Comptabilité des services collectifs

Les services collectifs sont considérés comme des activités continues de l'entité du secteur public qui fournit les services.

Conformément à IPSAS 19, « aucune provision n'est comptabilisée pour les coûts qui doivent être encourus pour poursuivre les activités en cours d'une entité dans le futur ».

En conséquence, aucune provision n'est comptabilisée pour l'intention de délivrer des prestations collectives. Les charges sont comptabilisées au fur et à mesure que les services sont rendus, conformément aux autres IPSAS.

En fournissant des services collectifs, une entité du secteur public acquiert des ressources et engage des dépenses par le biais d'accords contractuels et autres arrangements contraignants. Les exemples incluent les salaires versés au personnel de la défense, l'électricité utilisée pour l'éclairage public, l'acquisition d'actifs non courants utilisés pour fournir ces services et l'achat de services collectifs auprès d'un fournisseur tiers.

Ces accords contractuels et autres accords contraignants seraient comptabilisés conformément aux autres IPSAS.

Ces accords peuvent donner lieu à une responsabilité, mais la responsabilité découle du contrat ou de l'accord contraignant et non de la promesse de fournir des services collectifs.

Comptabilisation des services individuels

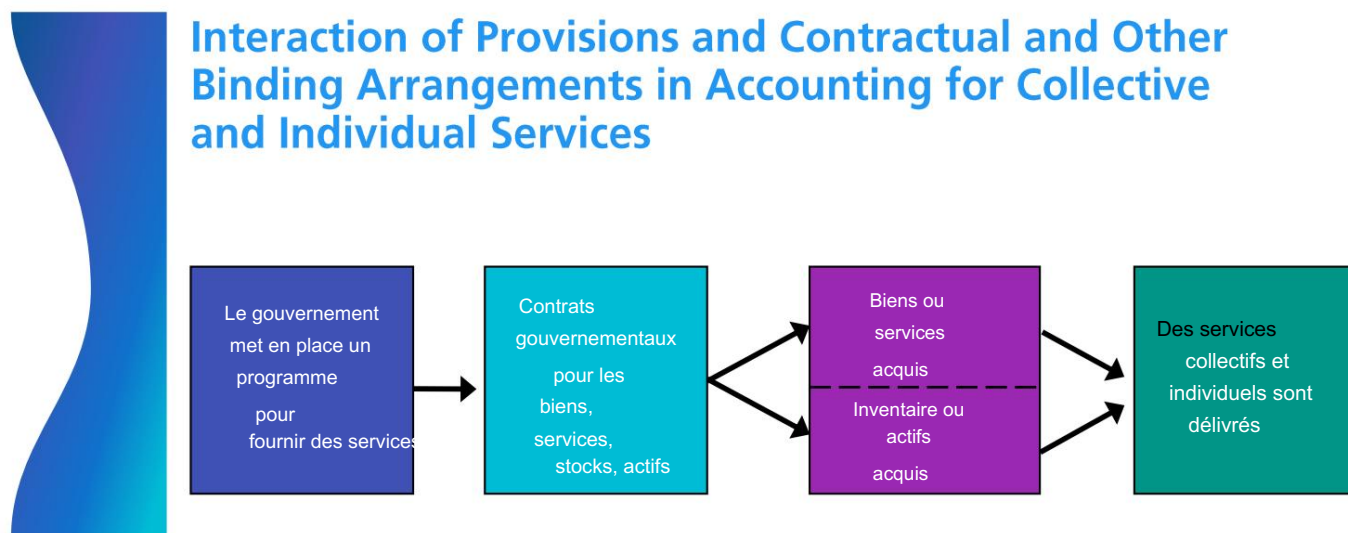
De même, la fourniture de services individuels est une activité continue de l'entité du secteur public qui fournit les services. La fourniture de services individuels conduit l'entité du secteur public à acquérir des ressources et à engager des dépenses par le biais d'accords contractuels et autres arrangements contraignants.

Ces accords contractuels et autres accords contraignants seraient comptabilisés conformément aux autres IPSAS.

Ces accords peuvent donner lieu à une responsabilité, mais la responsabilité découle du contrat ou de l'accord contraignant et non de la promesse de fournir des services collectifs.

L'entité du secteur public utilise les ressources acquises pour fournir des services individuels. Lorsque des individus accèdent à ces services, l'entité peut avoir un certain nombre d'obligations futures liées à la fourniture de ces services individuels. Toutefois, ces obligations ne sont pas des obligations actuelles et ne donnent lieu à aucune responsabilité.

Comme pour les services collectifs, aucune provision n'est reconnue pour l'intention de fournir des services individuels avant que les individus et/ou les ménages n'y accèdent.



Le gouvernement met en place un programme pour fournir des services

Lorsqu'un gouvernement décide de fournir des services collectifs (comme la défense) ou individuels (comme les soins de santé), cela se fera souvent par le biais de la législation.

La législation engage le gouvernement à fournir des services dans le cadre d'activités gouvernementales continues.

Aucune provision n'est comptabilisée pour les coûts qui doivent être engagés pour poursuivre les activités en cours d'une entité dans le futur. Ce sont des obligations futures et non présentes.

Contrats gouvernementaux pour les biens, services, stocks, actifs

Les gouvernements fournissent des services collectifs et individuels par le biais d'accords contractuels et autres arrangements contraignants.

Ces accords peuvent être conclus avec le personnel, avec des fournisseurs de biens, avec des tiers prestataires de services ou avec des fournisseurs d'actifs.

Ces arrangements sont exécutoires ; aucune responsabilité n'est reconnue tant que l'autre partie n'a pas livré.

Ces dispositions n'affectent pas les obligations futures du gouvernement envers les tiers bénéficiaires.

Biens ou services acquis

Les gouvernements reconnaissent un passif financier pour payer les autres biens et services acquis. Ces biens et services sont consommés immédiatement après leur réception (par exemple, l'électricité pour l'éclairage public).

Les articles étant consommés immédiatement, aucun actif n'est reconnu.

Inventaire ou actifs acquis

Les gouvernements comptabilisent également les stocks et les actifs non courants, et comptabilisent un passif financier correspondant pour payer les articles.

Des services collectifs et individuels sont délivrés

Lorsque le gouvernement fournit des services collectifs et individuels, il comptabilise une dépense.

Lorsque des biens ou des services sont acquis et consommés immédiatement pour fournir des services, le gouvernement ne comptabilise pas puis décomptabilise immédiatement un actif, mais comptabilise une charge pour correspondre au passif.

Lorsque des stocks ou des actifs sont consommés pour fournir des services collectifs ou individuels, les stocks ou les actifs sont décomptabilisés ou dépréciés.

Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Review Questions

question 1

Parmi les services suivants, lesquels devraient être classés comme services collectifs selon IPSAS 19 ?

Quels sont ceux qui doivent être classés comme services individuels ?

a) Défense b)

Éducation universelle c) Soins

de santé universels d) Éclairage

public e) Police f)

Collecte

commerciale des ordures

question 2

Une municipalité entretient des parcs accessibles au public. La municipalité conclut un contrat avec une entreprise du secteur privé pour fournir les services d'entretien de l'un des parcs pour l'année civile suivante. Les services devraient être fournis uniformément tout au long de l'année. Le contrat oblige la municipalité à effectuer des paiements trimestriels à l'avance.

Quand la municipalité doit-elle comptabiliser une dépense ?

Answer to Review Questions

question 1

Parmi les services suivants, lesquels devraient être classés comme services collectifs selon IPSAS 19 ?

Quels sont ceux qui doivent être classés comme services individuels ?

Les réponses (a), (d) et (e) doivent être classées comme services collectifs selon IPSAS 19.

Les réponses (b) et (c) doivent être classées comme services individuels selon IPSAS 19.

La réponse (f) n'est ni un service collectif ni un service individuel.

La défense, l'éclairage public et la police sont des services collectifs car ce sont des exemples de services fournis simultanément par une entité du secteur public à tous les membres de la communauté et destinés à répondre aux besoins de la société dans son ensemble. Il n'y a pas de rivalité dans la consommation de ces services.

Les soins de santé universels et l'éducation universelle sont des services individuels car ils sont des exemples de services fournis aux individus et/ou aux ménages par une entité du secteur public et destinés à répondre aux besoins de la société dans son ensemble.

La collecte commerciale des déchets n'est ni un service collectif ni un service individuel, car le service est fourni sur une base commerciale. Les biens ou services fournis par une entité du secteur public à des conditions commerciales ne répondent pas aux besoins de la société dans son ensemble et ne répondent donc pas à la définition de services individuels.

question 2

La municipalité comptabilise une dépense au fur et à mesure que les services sont fournis.

La fourniture et l'entretien de parcs à usage public sont un service collectif. Selon IPSAS 19, la commune ne comptabilise pas de provision pour son intention de fournir des services collectifs.

La municipalité comptabilisera une dépense dans la mesure où les services sont fournis conformément aux autres IPSAS.

Le contrat avec l'entreprise du secteur privé est un contrat exécutoire, la municipalité ne comptabilise donc une dépense qu'au fur et à mesure que les services sont rendus, ce qui est réparti uniformément sur l'année. Les paiements étant effectués trimestriellement à l'avance, la commune reconnaîtra un acompte jusqu'à ce que les services soient fournis.

IPSASB Proposals for Transfer Expenses

Purpose of Session

ED 72... propose des exigences en matière de comptabilisation des dépenses de transfert. Il n'existe actuellement aucune exigence explicite.

Les participants qui se préparent à adopter les normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice doivent connaître les propositions afin de pouvoir garantir que les systèmes et procédures de dépenses en cours d'élaboration pour le processus de transition seront capables de gérer la comptabilité proposée.

La comptabilité discutée lors de cette séance concerne uniquement les propositions et est donc sujette à changement.

Étant donné que cette séance finale traite des propositions plutôt que des exigences publiées par l'IPSASB, il n'y a pas de questions de révision. L'objectif de cette séance est de fournir suffisamment d'informations aux participants pour déterminer si leurs processus et systèmes sont capables de fournir les informations nécessaires à la mise en œuvre des propositions si l'IPSASB accepte de les mettre en œuvre.

Definition of Transfer Expense

Une dépense de transfert est une dépense résultant d'une transaction, autre que les impôts, dans laquelle une entité fournit un bien, un service ou un autre actif à une autre entité (qui peut être une personne physique) sans recevoir directement aucun bien, service ou autre actif en retour.

Une charge de transfert est similaire à une transaction sans échange telle que définie dans IPSAS 9, qui stipule que « Dans une transaction sans échange, une entité soit reçoit de la valeur d'une autre entité sans donner directement une valeur approximativement égale en échange, soit donne de la valeur à une autre entité. entité sans recevoir directement une valeur à peu près égale en échange.

La différence, outre le fait qu'une dépense de transfert ne couvre que le côté dépenses de la transaction, est que dans une dépense de transfert, le cédant ne reçoit rien en échange du transfert.

Les dépenses sans échange incluent les frais de transfert, mais incluent également les transactions dans lesquelles le cédant reçoit en retour quelque chose de valeur inférieure.

Dans ED 72, le cédant est appelé le **fournisseur de transfert**. Le destinataire du transfert est le **destinataire du transfert**, qui peut être obligé de transférer des biens ou des services à des **tiers bénéficiaires**.

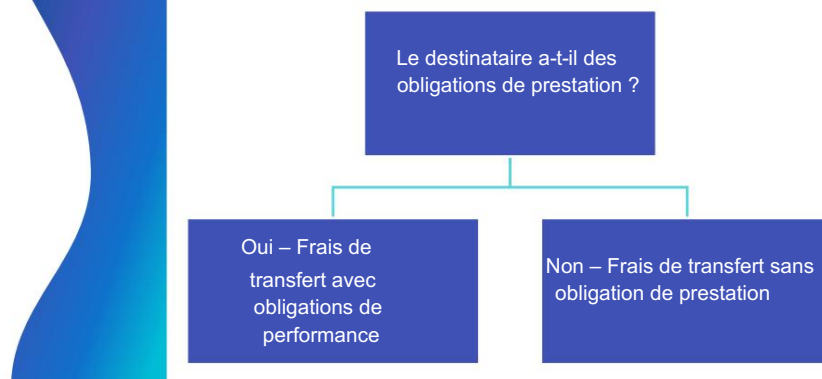
Performance Obligations

Une obligation de performance est une promesse dans un accord contraignant avec un acheteur de transférer à l'acheteur ou au tiers bénéficiaire soit :

- a) Un bien ou un service (ou un ensemble de biens ou de services) distinct ; ou
- b) Une série de biens ou de services distincts qui sont sensiblement les mêmes et qui ont le même schéma de transfert à l'acquéreur ou au tiers bénéficiaire.

La notion d'obligation de performance est utilisée pour déterminer comment comptabiliser une charge de transfert.

Types of Transfer Expense



Pour qu'il y ait des obligations de prestation, il faut d'abord qu'il y ait un accord contraignant (un contrat ou similaire).

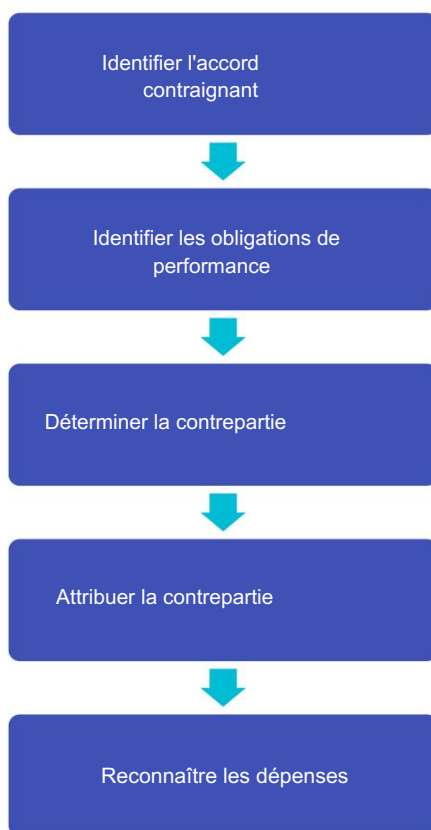
Lorsque l'accord impose des obligations de performance au bénéficiaire du transfert, l'accord est comptabilisé comme une charge de transfert avec obligations de performance. ED 70, Revenus avec obligations de prestation, est utilisé pour rendre compte de l'autre côté de la transaction. L'approche utilisée pour comptabiliser les dépenses de transfert avec obligations de performance est appelée approche des obligations de performance du secteur public (PSPOA) et reflète les exigences comptables de l'ED 70.

Lorsque l'accord n'impose pas d'obligations de performance au bénéficiaire du transfert, l'accord est comptabilisé comme une charge de transfert sans obligation de performance. ED 71, Revenus sans obligations de performance, est utilisé pour rendre compte de l'autre côté de la transaction.

Examples

- Subventions aux niveaux inférieurs du gouvernement
- Actifs donnés par des organisations internationales
- Financement des formations à dispenser aux bénéficiaires

Accounting for Transfer Expenses with Performance Obligations



Étape 1 : Identifier l'accord contraignant

Les parties à l'accord contraignant doivent avoir approuvé l'accord contraignant et s'engager à remplir leurs obligations respectives.

Le prestataire de transfert doit être en mesure d'identifier les droits de chaque partie concernant les biens ou services à transférer et être en mesure d'identifier les modalités de paiement des biens ou services à transférer.

Le prestataire du transfert doit surveiller le respect des obligations de prestation du destinataire du transfert pendant toute la durée de l'accord contraignant. Cela est nécessaire pour garantir que le fournisseur de transfert dispose des informations requises pour appliquer la PSPOA.

Lorsqu'un ou plusieurs des critères ne sont pas remplis, le prestataire de transfert comptabilisera les frais de transfert comme des frais de transfert sans obligation de performance.

Étape 2 : Identifier les obligations de performance

La LFPAP répartit les dépenses entre les obligations de prestation du bénéficiaire du transfert. Le prestataire du transfert doit identifier comme obligation de prestation chaque promesse du bénéficiaire du transfert de transférer à un tiers bénéficiaire soit :

- Un bien ou un service (ou un ensemble de biens ou de services) distinct ; ou

- Une série de biens ou de services distincts qui sont sensiblement les mêmes et qui ont le même modèle de transfert au tiers bénéficiaire

Seules les obligations de performance visant à transférer des biens et des services à des bénéficiaires tiers entrent dans le champ d'application de l'ED 72. Il s'agit d'un sous-ensemble des obligations de performance de l'ED 70, Revenus avec obligations de performance.

Étape 3 : Déterminer la contrepartie de la transaction

La contrepartie de la transaction est la valeur des ressources (c'est-à-dire la contrepartie) que le prestataire du transfert s'attend à transférer au destinataire du transfert, en échange du transfert par le destinataire du transfert des biens ou services promis au tiers bénéficiaire.

La contrepartie promise dans un accord contraignant peut comprendre des montants fixes, des montants variables, ou les deux. Les facteurs suivants sont pris en compte pour déterminer la contrepartie de la transaction

- Nature de la contrepartie ;
- Montant de la contrepartie ;
- Le moment de l'examen, y compris tout élément financier important ;
- Contrepartie variable ;
- Contrepartie autre qu'en espèces ; et
- Contrepartie à recevoir par un prestataire de transfert.

Étape 4 : Attribuer la contrepartie de la transaction

La contrepartie totale de la transaction est affectée aux obligations de performance individuelles.

La contrepartie de la transaction est attribuée en fonction du coût que le prestataire de transfert s'attend à supporter en échange du transfert des biens ou services promis à un tiers bénéficiaire.

Pour identifier ce coût, le prestataire de transfert détermine le prix d'achat individuel de chaque bien ou service à transférer. Cela peut être directement observable (lorsque les biens ou services sont achetés individuellement) ou nécessiter une estimation.

Le prix de la transaction est réparti proportionnellement aux prix d'achat individuels. Des indications supplémentaires sont fournies pour l'attribution des remises et des contreparties variables.

S'il n'existe qu'une seule obligation de prestation, le montant total de la contrepartie de la transaction se rapporte à cette obligation de prestation.

Étape 5 : Reconnaître une dépense de transfert

Un prestataire de transfert comptabilise une dépense lorsque (ou lorsque) le destinataire du transfert satisfait à une obligation de performance en transférant un bien ou un service promis à un tiers bénéficiaire.

Un bien ou un service est transféré lorsque (ou lorsque) le tiers bénéficiaire obtient le contrôle de ce bien ou service.

Un prestataire de transfert peut déterminer le moment auquel le tiers bénéficiaire obtient le contrôle du bien ou du service en faisant référence au fait que le destinataire du transfert perd le contrôle de ce bien ou de ce service.

Dans certaines circonstances, le prestataire du transfert peut trouver plus facile d'identifier le moment où le destinataire du transfert perd le contrôle du bien ou du service, en particulier lorsque plusieurs bénéficiaires tiers reçoivent le bien ou le service.

Recognition of Transfer Expenses without Performance Obligations

Une charge de transfert sans obligation de performance est comptabilisée à la première des dates suivantes :

- Lorsque le prestataire du transfert a l'obligation actuelle de transférer des ressources à un destinataire du transfert. Dans de tels cas, le prestataire de transfert reconnaîtra une responsabilité représentant son obligation de transférer les ressources ;
- et
- Lorsque le prestataire de transfert cesse de contrôler les ressources ; ce sera généralement la date à laquelle il transfère les ressources au destinataire du transfert. Dans de tels cas, le prestataire de transfert décomptabilise les ressources qu'il cesse de contrôler conformément à d'autres normes.

Des frais de transfert sans obligation de performance peuvent survenir :

- Lorsque le prestataire du transfert engage des dépenses conformément à un accord contraignant qu'il a conclu avec un destinataire du transfert et que l'accord contraignant impose les obligations actuelles : autres que les obligations de performance – pour le destinataire du transfert ; ou
- Lorsque le prestataire de transfert engage des dépenses sans qu'il existe un accord contraignant.

Les transferts à effectuer en l'absence d'accord contraignant ne sont pas exécutoires par le destinataire du transfert, et aucune dépense n'est comptabilisée avant que le prestataire de transfert transfère les ressources.

Measurement of Transfer Expenses without Performance Obligations

- Charge comptabilisée à la date du transfert
 - Valeur comptable des ressources transférées
- Charge reconnue avant le transfert
 - Meilleure estimation des coûts que le prestataire de transfert supportera

Lorsqu'un prestataire de transfert comptabilise une charge à la date à laquelle il transfère les ressources au bénéficiaire du transfert, il évalue la charge à la valeur comptable des ressources transférées.

Dans de nombreux cas, les ressources transférées seront des espèces et la dépense est évaluée au montant des espèces transférées. Dans d'autres cas, les ressources peuvent être un actif non courant, un inventaire ou des services. La charge est évaluée à la valeur comptable des ressources transférées. Dans le cas des services, il s'agira du coût de la fourniture des services.

Lorsqu'un prestataire de transfert comptabilise une dépense avant de transférer les ressources au destinataire du transfert, il évalue la dépense et le passif selon la meilleure estimation des coûts que le prestataire de transfert encourra pour régler le passif. Les coûts que le prestataire de transfert devra supporter pour régler la responsabilité peuvent inclure des coûts fixes, des coûts variables, ou les deux.

Le prestataire de transfert doit également prendre en compte la valeur temporelle de l'argent (lorsque le transfert de ressources aura lieu dans plus d'un an) et la valeur de tout transfert autre qu'en espèces.

Recognition of Transfer Expenses without Performance Obligations

	Frais de transfert	Revenu
Le prestataire du transfert engage des dépenses conformément à un accord contraignant qui impose les obligations actuelles au destinataire d	<p>Situation financière:</p> <p>Les obligations actuelles imposées au bénéficiaire du transfert ne donnent pas naissance à un actif contrôlé par le prestataire du transfert ; aucun actif n'est comptabilisé.</p>	<p>Situation financière:</p> <p>Le bénéficiaire du transfert comptabilise un actif et un passif lorsqu'il reçoit des ressources (ou lorsqu'il a une créance, s'il est antérieur).</p>
	<p>Performance financière:</p> <p>Le prestataire de transfert comptabilise une dépense au fur et à mesure qu'il transfère les ressources (ou lorsqu'il a un montant à payer, s'il est antérieur).</p>	<p>Performance financière:</p> <p>Le bénéficiaire du transfert comptabilise les produits (et décomptabilise le passif) à mesure qu'il satisfait aux obligations actuelles.</p>
Le prestataire de transfert engage des dépenses sans qu'il existe un accord contraignant.	<p>Situation financière:</p> <p>Sans accord contraignant, le prestataire de transfert ne comptabilise pas d'actif.</p>	<p>Situation financière:</p> <p>Sans accord contraignant, il n'y a aucune responsabilité ; le bénéficiaire du transfert comptabilise un actif lorsqu'il reçoit des ressources.</p>
	<p>Performance financière:</p> <p>Le prestataire de transfert comptabilise une charge au fur et à mesure qu'il transfère les ressources.</p>	<p>Performance financière:</p> <p>Le bénéficiaire du transfert comptabilise les produits lorsqu'il reçoit les ressources.</p>

For Further Information

Ceci conclut notre module sur les propositions de l'IPSASB en matière de frais de transfert. Les participants souhaitant obtenir plus d'informations sur les propositions doivent se référer à la documentation disponible sur le site Web de l'IPSASB.

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Les exposés-sondages, les documents de consultation et autres publications de l'IFAC sont publiés par l'IFAC et protégés par ses droits d'auteur.

L'IFAC n'accepte aucune responsabilité pour les pertes causées à toute personne qui agit ou s'abstient d'agir sur la base des éléments contenus dans cette publication, que cette perte soit causée par négligence ou autrement.

Le logo de l'IFAC, « Fédération internationale des comptables » et « IFAC » sont des marques déposées et des marques de service de l'IFAC aux États-Unis et dans d'autres pays.

Copyright © 2020 par la Fédération internationale des comptables (IFAC). Tous droits réservés. L'autorisation écrite de l'IFAC est requise pour reproduire, stocker ou transmettre, ou pour faire d'autres utilisations similaires de ce document, sauf lorsque le document est utilisé à des fins individuelles et non commerciales uniquement. Contactez permissions@ifac.org.